

1989 Grèves aux Finances



Quelques éléments sur les mouvements de 1989 aux Finances Publiques

En 1986, le [gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac](#) tient un discours glorifiant l'entreprise et le libre échange et n'ayant de cesse de dévaluer l'intervention de l'État envahit l'espace public. Ce discours discrédite les missions confiées aux agents publics et les fonctionnaires des Finances sont particulièrement exposés à cette mise en cause. Confrontés à des tâches toujours plus compliquées, ils sont de surcroît déconsidérés par la critique en soi de l'impôt et par une attaque contre la légitimité du contrôle fiscal.

Ce discours de disqualification des biens collectifs et de l'impôt provoque chez les agents des Finances une crise de reconnaissance, il heurte leurs valeurs professionnelles et nourrit le sentiment d'une perte de sens de leur activité. Ainsi se crée une sorte de propension commune à agir pour modifier cette situation.

La question de l'emploi s'ajoute à ces données. La croissance des effectifs au cours des années 1982-1984 n'est qu'un lointain souvenir. La Direction générale des Impôts (DGI) qui employait 90 000 agents (titulaires et non titulaires) en 1980 n'en emploie plus que 86 000 en 1998 alors que la charge fiscale s'est accrue.

Le conflit aux Finances débute le 29 mai par l'entrée en grève reconductible des agents du Trésor des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes, pour s'achever à la mi-novembre au terme d'une grève généralisée à la quasi-totalité des services du ministère. Le conflit dure donc quatre mois et demi, marqué par un mouvement de grève en expansion rapide ponctué d'occupations de locaux, d'initiatives locales multiples, de manifestations nationales très importantes : 25 000 participants le 12 septembre, 50 000 le 5 octobre, 100 000 le 19 octobre. Une évaluation administrative, sous-estimant la réalité, établit à 1 360 000 le nombre de jours non travaillés du fait de la grève.



La négociation qui se déroule le 20 octobre n'aboutit qu'à des résultats qui s'avéreront non négligeables ultérieurement mais qui sont, sur le champ, jugés insuffisants par les grévistes qui reconduisent la grève et la poursuivent près de trois semaines encore. Cette grève aura permis l'arrêt des suppressions d'emplois pendant plusieurs années, des requalifications d'emplois, des mesures salariales comme l'obtention de la [NBI](#), de l'[Indemnité Mensuelle de Technicité](#) et des mesures en faveur de la formation des agents.

Historique d'une grève mémorable

Inspiré du journal de la section du 93, « La Clameur des Burlingues » n° 50, sorti en décembre 1989, cet historique par date, écrit par ceux qui l'ont vécu, ne prétend pas reprendre tous les éléments de cette période mais en fait ressortir les moments les plus marquants.

1988

- 27 septembre : journée interprofessionnelle CGT
- 18 octobre : journée interprofessionnelle CGT pour les salaires, 500 agents de la [Direction Générale des Impôts](#) (DGI) sont à Bercy et rejoignent la manifestation.
- 20 octobre : grèves et manifestations dans le secteur public et privé : 80 000 manifestants.
- 27 octobre : 2 000 douaniers manifestent dans les rues de Paris à l'appel de la CGT.
- Octobre et novembre : action des personnels informatiques du Trésor.
- 15 décembre : le ministre concède des aménagements au régime indemnitaire des informaticiens, des dactylocodeuses et agents de finition.



Nouvelles formes d'action : Le Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts (Snadgi) organise un référendum national sur les revendications.

1989

- 2 février : journée de grève et de manifestations nationales et départementales des agents des impôts à l'initiative du Snadgi-CGT. Le Syndicat National Unifié des Impôts (Snui) décide de s'y joindre, 20 000 agents sont en grève et 5000 sont dans les rues de Paris.
- 14 février : suite à l'action du 2 février, le ministre [Michel Charasse](#) reçoit les organisations syndicales des Finances sur les missions et les effectifs de la DGI. Une seule proposition : 700 vérificateurs au Zénith. Pour le reste, c'est un refus de discussion concernant les revendications posées par le Snadgi. Le ministre s'en prend à ses représentants.
- 15 février : Michel Charasse convoque 3 syndicats : SNUI, Force Ouvrière (FO) et la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ; la CGT est exclue. Le ministre ouvre des discussions sur les catégories A, B & C les 17, 24 février et le 6 mars.
- 22 février : début de la grève des agents de la Fonction Publique de Corse. La grève durera jusqu'au 24 avril.
- 3 mars : Comité Technique Paritaire Central sur l'état des services DGI.

- 6 mars : Réunion sur la méthode de concertation à la DGI. Le ministre tente de désamorcer le mécontentement et de briser l'unité des agents. La CGT exige des négociations sur l'ensemble des revendications. Dans le même temps, [Michel Rocard](#), alors 1^{er} ministre, présente son plan de rénovation du service public. Les usagers deviennent des clients.
- 2 mai : les ministres présentent le plan social du ministère des Finances. La CGT appelle à la mobilisation partout sur la base des cahiers revendicatifs.
- 11 mai : des grèves administratives sont engagées au Trésor et à la DGI.
- 24 mai : 300 agents du Trésor et de la DGI accueillent Charasse à Beauvais.
- 25 mai : Charasse est accueilli à l'école des Douanes de La Rochelle par 600 douaniers venus protester contre 1500 suppressions d'emploi. Ils se heurtent aux forces de police.
- 29 mai : les agents du Trésor des Bouches du Rhône et des Alpes Maritimes décident la grève reconductible.
- 6 juin : grèves et manifestations régionales à l'appel de la CGT et de l'interfédérale Finances. 30 à 40 % de grévistes à la DGI, 60 à 80 % à la [Direction Générale de la Comptabilité Publique](#) (DGCP). À Paris 10 000 à la manifestation. Le SNUI se tient à l'écart du mouvement. À partir de cette date, les actions se multiplient à la DGI, les Assemblées Générales (AG) décident sur le lieu de travail, chaque jour, des modalités de l'action. À la DGCP et à la DGI, la grève se poursuit dans les Bouches du Rhône et les Alpes Maritimes, un tiers des personnels en grève.
- 19 juin : la Caisse des Dépôts de Bordeaux est en grève. À cette date, 30 départements sont dans l'action à la DGI.
- 20 juin : Charasse annonce les retenues sur salaires et sur les primes, la suspension des congés d'été et l'arrêt de toutes les négociations.



Les agents des Impôts et des Finances hier dans les rues de la capitale, pour se faire entendre. (Photo Joël Lussien.)

Nouvelle manifestations des agents des Finances

LES MAUVAIS COMPTES

Pour la troisième fois en moins de 15 jours, la colère des fonctionnaires du ministère des Finances s'est exprimée sous les fenêtres de Michel Charasse, qui refuse toujours de négocier

- 21 juin : occupation du bureau du Directeur du personnel du ministère par des délégations de grévistes de Marseille et d'Aix pour obtenir l'ouverture de négociations et le retrait des sanctions. Premier acquis : des discussions au plan local auront lieu.

- 22 juin : journée interprofessionnelle de la CGT. Forte participation des agents de la DGI à Marseille, ils sont 1500 en manifestation. La grève s'étend à la DGI. Le ministre fait savoir qu'il invite les Directeurs Généraux des Impôts et du Trésor à rencontrer les organisations syndicales des Bouches du Rhône et des Alpes Maritimes le 27 juin.

◀ *L'Humanité* du 28 juin 1989

- 27 juin : grève des personnels de saisie des Douanes. La rencontre prévue est annulée par Michel Charasse, il menace les grévistes de mesures répressives : retenue de grève tous les jours, week-end compris, retenue sur la prime de rendement et suspension des congés. 2500 manifestants se réunissent devant la DGI.
- 28 juin : 1 000 agents des Finances participent à leur manière à la réception offerte pour le transfert du ministère à Bercy. Les CRS chargent.
- 29 juin : Comité Technique Paritaire Ministériel sur l'état du ministère, la CGT renouvelle la demande de négociations. 50 départements sont touchés par la grève
- Du 3 juillet au 9 juillet : le ministère des Finances emménage à Bercy
- 4 juillet : journée nationale de grève avec manifestation à Paris, de République à Bercy, à l'appel de tous les syndicats des Impôts et Finances. 10 000 agents sont dans la rue (1700 selon la police). En juillet et en août la grève persiste dans une quinzaine de départements et services de la DGI.

• 5 juillet : à l'Assemblée Nationale, [Muguette Jacquaint](#), députée communiste déclare « nous passons ici de longues heures à voter l'impôt. Or, depuis cinq semaines les personnels des services fiscaux sont contraints à la grève, faute de négociations. Ils demandent qu'on leur donne les moyens d'accomplir leur mission et de faire respecter ce que le Parlement a voté... »



Le Parisien du 5 juillet 1989 ►

- 6 juillet : à Marseille et à Nice, des agents des impôts entament une grève de la faim. Charasse viendra discuter avec eux et traitera les manifestants du 28 juin de « casseurs ». Il fera expulser, par les forces de police, les 3 camarades grévistes de la faim.
- 10 juillet : Charasse ne voulait recevoir que certains syndicats, excluant la CGT. Les personnels exigent des négociations avec tous les syndicats.
- 11 juillet : les gradins de Bercy deviennent familiers aux manifestants. « Charasse avait lancé des « invitations » à toutes les fédérations des finances sauf à celle de la CGT et du Snui-Autonomes pour pouvoir prétendre qu'il ne refusait pas la négociation... seules la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) et la Confédération Générale des Cadres (CGC) acceptent de s'asseoir autour d'une table pour finalement ne pas discuter des revendications des personnels... à 10 heures à la gare de Lyon un rassemblement de 2000 grévistes de la région parisienne manifestent à l'appel de la CGT et du SNUI, rejoints par la CFDT et FO, vers Bercy ».
- 13 juillet : Comité Technique Paritaire Ministériel présentant le budget 1990 et le plan social.



Affiche du 3^e arrondissement de Paris

- 17 juillet : appel des organisations syndicales des Impôts à poursuivre la mobilisation au cours de la période des congés.
- 31 juillet : la grève aux impôts se poursuit dans 15 départements.
- 4 août : des centaines de milliers de tracts sont distribués à la population. Plus de 10 départements sont en grève des recettes, la grève s'étend aux Centres Régionaux Informatiques. Une pétition nationale circule.
- 5 août : Une manifestation nationale est prévue de République à Bercy. Au-delà des Impôts, les Douanes, le Trésor, l'Insee, la Caisse des dépôts sont dans le mouvement.

- Depuis le 25 août : la grève des recettes dans le Nord-Pas de Calais se transforme en grève générale reconductible. 80 % des agents sont en grève.
- 29 août : remise de milliers de pétitions à Bercy ; (22 000 signatures) seul un huissier est là pour les recevoir !!! à la DGI entrée en grève reconductible de nombreux départements.



L'Humanité du 30 août 1989



Tract du 6 août 1989



Extrait de photo – L'Humanité du 29 août 1989

" Le mois d'Août n'a en effet marqué aucun relâchement dans le mouvement, la grève se poursuit dans une quinzaine de départements... L'action s'amplifie comme dans le Pas-de-Calais où 97 % des agents se prononcent pour la grève générale et le mise en place de piquets de grève, reconductible chaque jour en AG... À Bordeaux les agents du centre informatique votent le principe de la mise hors tension des ordinateurs... » - L'Humanité 29 août.

• 5 septembre : les ministres discutent, mais la négociation échoue et la grève générale s'étend. Le Figaro titre : « Fisc : La plainte du contrôleur de base ! ... Au-delà des revendications salariales, les agents des impôts dénoncent aussi leurs médiocres conditions de travail, une hiérarchie tatillonne et pesante et l'absence de perspective de carrière... ».

SNADGI
CGT

SNUI - CFDT - FO - CGC - CFTC

APRES TROIS MOIS DE LUTTE
LES PROPOSITIONS MINISTERIELLES DU 5 SEPTEMBRE :

- UNE PRIME DE 2.200F ;
- UNE PRIME DE 20.000F POUR LE DEPART A LA RETRAITE ;
- LE RECRUTEMENT DE 100 AGENTS EN SURNOMBRE POUR L'ISF.

INACCEPTABLES !

• 12 septembre : manifestation nationale à Paris. Il y a 25 000 agents venus de toute la France, de la Gare de l'Est à Bercy. Le processus de généralisation de grève reconductible est engagé dans l'ensemble des secteurs du ministère à l'initiative de la CGT. Des cahiers revendicatifs sont rédigés partout sur les sites et dans les départements.

EXIGEONS L'OUVERTURE DE VERITABLES NEGOCIATIONS SUR :

- LE RATTRAPAGE DES PERTES DE POUVOIR D'ACHAT SUBIES DEPUIS 1982 ;
- LA RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS ET LEUR PAIEMENT ;
- L'AMELIORATION DES CARRIERES ;
- DES CREATIONS D'EMPLOIS ;
- L'AUGMENTATION DES MOYENS DE FONCTIONNEMENT.

TOUS EN GREVE

**PARTICIPONS EN MASSE A LA
MANIFESTATION DES
AGENTS DES FINANCES
GARE DE L'EST - BERCY
(RASSEMBLEMENT A PARTIR
DE 13H)**

Mardi 12 septembre

LE 12 SEPTEMBRE, PAR DIZAINES DE MILLIERS, AU COUDE A COUDE, AGENTS DES IMPOTS, DU TRESOR, DES DOUANES, DE L'INSEE, DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DE LA DGCCRF,

**MANIFESTONS POUR GAGNER
SUR LES REVENDICATIONS !**

• 19 septembre : « APPEL AUX GRANDS – La petite Lozère, plus petit département de France, 65 000 habitants, est dans l'action. Grève générale illimitée à 90 %, soit 125 grévistes sur 138 agents, et la quasi-totalité des services fermés ! Pourtant manque de chance, il n'y a pas de cèpes et les bécasses se font attendre.

Notre engagement ferme et résolu, dans la grève générale et illimitée, fait suite à notre action entreprise le 6 septembre de grève à la seule DSF et au CDA, avec solidarité financière. La fermeté du gouvernement, l'absence de véritables négociations, les mensonges exprimés dans les médias par Rocard, Bérégovoy et Charasse, nous ont commandé la grève générale. Déconsidérés, tant par le public que par notre hiérarchie et certains responsables politiques, nous sommes sûrs que nous ne pouvons compter que sur nous ! Nos revendications sont justes, il faut gagner » – Extrait tract des sections CGT, CFDT, FO et SNUI de la Lozère du 19 septembre 1989.

• 22 septembre : Manifestation en région parisienne : 8 000 participants. Rassemblement devant l'Opéra puis manifestation vers Matignon où une délégation a été reçue par un conseiller.

• 26 septembre : À Valence, les locaux de la mairie, le siège du « Dauphiné-Libéré » et les studios de Radio France Drôme sont occupés. À Paris, une Assemblée Générale d'informations et d'échanges a lieu à partir de 14 heures Place du Bataillon du Pacifique.



« 2000 grévistes hier devant le Palais Bourbon... »
L'Humanité du 28 septembre 1989

- 27 septembre : Rencontre avec les groupes parlementaires, et rassemblement Île-de-France devant l'Assemblée Nationale.

C'est aussi dans la nuit, l'intervention des forces de police dans le Gard à l'encontre des piquets de grève mis en place par les personnels. Prétexes fallacieux : les grévistes empêcheraient les agents de travailler, et il y aurait eu vol de documents. Le pouvoir prend la responsabilité d'un nouvel et important durcissement du conflit au ministère et se comporte vis-à-vis de ses agents comme le patronat le plus réactionnaire.

[Pierre Bérégovoy](#) déclare au Figaro du 29 septembre : « La situation aux Finances est confuse, car elle repose sur un malentendu : de 1986 à 1988, il n'y a pas eu de dialogue social dans ce ministère. Mais, depuis notre arrivée, Michel Charasse et moi-même avons reçu fréquemment les syndicats. Et nous leur avons fait des propositions dès le mois de mai. »

- 29 septembre : Manif devant Antenne 2, les manifestants rejoignent ensuite la manif de « Peugeot » avenue de la Grande Armée. Dans les autres départements français, ce sont les locaux de FR3 (ancien nom de la chaîne publique France 3) qui sont le plus souvent envahis, pour exiger la fin de la censure de la chaîne publique, qui pèse sur le mouvement.

- 30 septembre : « Au col du Perthus, 250 grévistes des Impôts et des Douanes ont bloqué pendant plusieurs heures la frontière franco-espagnole. En Vendée, les centres des impôts sont tous occupés. A Toulouse, 200 manifestants dans la rue. Manifestation aussi devant la préfecture du Val d'Oise, en Ardèche, dans la Marne...

Au Trésor, la grève gagne en extension, 49 départements touchés.

Dans les Douanes, le mouvement se renforce aussi. Les AG décident le blocage des recettes à Roissy, Marseille, Colmar, Valenciennes, Nevers, Bordeaux... à Rennes la grève sera reconductible à partir du lundi prochain

À l'Insee, les 3/4 des directions régionales sont dans l'action. » – (L'Humanité du 30 septembre)

La grève des agents des impôts

Les retards d'encaissement de la TVA atteignent 10 milliards de francs

Le Monde du 30 septembre 1989

- 2 octobre : Plusieurs centaines d'agents manifestent aux abords de l'Assemblée Nationale, les représentants du Snadgi-CGT, du Snui, du Sni-CFDT et du Sgi-FO ont rencontré les représentants des groupes parlementaires

Les conséquences inattendues du mouvement

LA GRÈVE DES IMPOTS MENACE... LE BEAUJOLAIS NOUVEAU !

Le Parisien du 3 octobre

« Aux cris de « Rocard a menti, on n'est pas des nantis » quelques centaines d'agents des Impôts de la région parisienne ont manifesté hier aux abords de l'Assemblée Nationale. Les agents entendaient demander aux députés de faire pression sur le gouvernement et le ministre du Budget, Michel Charasse, afin qu'ils ouvrent les négociations. Le Snadgi-CGT rendait compte d'une intervention des forces de l'ordre à Noisy-le-Sec où l'Hôtel des Impôts était occupé... Les représentants syndicaux du SNADGI-CGT, du SNUI, de la CFDT et de FO ont rencontré les représentants des groupes parlementaires PC et PS ... » – *Libération* du 3 octobre 1989.

« 40 000 fonctionnaires (sur 80 000) sont en grève à la DGI, et 20 000 dans les autres services du ministère des finances. Le 28 septembre, les vérificateurs de contrôle fiscal ont rejoint le mouvement en dénonçant l'insuffisance des mesures de lutte contre la fraude fiscale. Au poste des Douanes de Reckem (59) une cinquantaine de douaniers en civil ont observé le 2 octobre une grève du zèle de solidarité... » *Le Monde* du 4 octobre.

• 5 octobre : toutes les directions de la DGI sont en grève, puis le Trésor et ensuite les douanes. 45 000 manifestants dans les rues de Paris, venus de toute la France.

« 129 départements et directions sont touchés par des mouvements de grève. Dans 74 départements les agents ont décidé la grève reconductible. Ils poursuivent la grève du réseau comptable ou des ateliers ordinateurs dans 40 départements. Près de 35 000 agents des impôts sont maintenant en grève. Au Trésor, 62 départements et directions sont dans l'action dont 41 en grève reconductible. Aux Douanes, le dédouanement informatisé est bloqué. Les chiffres du commerce extérieur ne sont plus traités. La grève sous des formes diverses gagne tous les départements. À l'INSEE, la quasi-totalité des directions est dans l'action dont le tiers en grève. À la [DGCCRF](#), 72 directions sont dans l'action dont 2 en grève générale » – Tract organisation syndicales Impôts.

« Plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires des Finances venus de toute la France à l'appel de l'ensemble de leurs syndicats, étaient rassemblés en début d'après midi à proximité de Matignon pour se rendre en cortège au ministère de l'Économie et des Finances » – *Le Figaro* du 6 octobre 1989.

• 6 octobre : les ministres discutent et le 9 octobre une manifestation est organisée à l'Élysée.

• 10 octobre: Assemblée générale des délégués des assemblées générales de sites et de services à la Bourse du travail – rue Charlot



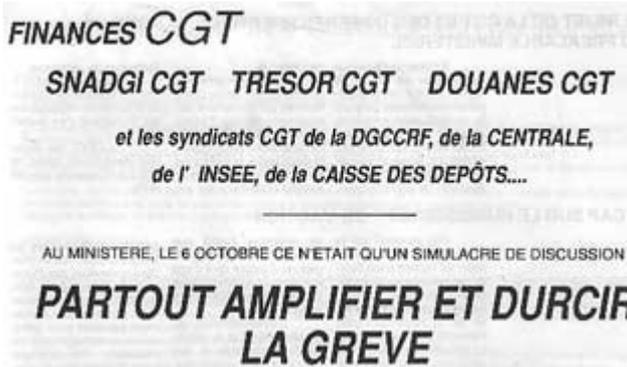
L'Humanité du 5 octobre 1989

Manifestation des fonctionnaires des Finances

Les fonctionnaires des Finances sont venus de toute la France manifester devant le ministère de l'Économie.
Les syndicats seront reçus aujourd'hui par Pierre Bérégovoy.



Le Figaro du 6 octobre 1989



« Il est vrai que la grève des finances ne cesse de se développer depuis le dernier refus, formulé vendredi par M. Bèrègovoy, de discuter des rémunérations. Hier encore elle a gagné du terrain. Dans les Impôts, le pourcentage de ceux qui participent est passé de 80 à 90 % en Seine-Maritime ; de 70 à 95 % dans le Tarn ; de 65 à 70 % en Loir et Cher... A Marseille, la DSF a été occupée, à Tours M. Charasse, en visite dans la ville, a été accueilli par plusieurs centaines d'agents des finances... Dans les Douanes, la grève

générale, qui était déjà très répandue, a démarré hier dans d'autres centres régionaux, ceux de Lille et Lesquin et des postes frontières de la région de Metz. Aujourd'hui c'est le tour de tous les postes de la chaîne des Pyrénées, du Perthus à Hendaye... Au Trésor : 77 départements sont maintenant touchés par la grève... Un porte-parole de l'INSEE faisait savoir que le chiffre provisoire de l'indice des prix était bloqué. » – *L'Humanité* du 11 octobre

- 16 octobre : la grève s'étend considérablement au Trésor, à la DGCCRF, à l'INSEE, aux Douanes. La CGT appelle à l'installation de piquets de grève et au blocage du Ministère.



Le Parisien du 12 octobre

◀ *L'Humanité* du 16 octobre

- 17 octobre : Journée d'action et de solidarité avec les douaniers ; rassemblement devant la Direction Inter-régionale des Douanes de Paris.

- 18 octobre : Manifestation Fonction Publique de République à Bercy.



« Le conflit des finances a connu sa plus importante manifestation depuis cinq mois : selon les syndicats un agent des finances sur deux était dans la rue jeudi. À Paris, 100 000 manifestants (selon les organisateurs) et 24 000 (selon un chiffre officieux de la préfecture de police) ont ainsi défilé 5 heures de la Bastille jusque sous les fenêtres du ministère des Finances, à Bercy. »

L'Humanité du 20 octobre 1989.

- 20 octobre : on rediscute au ministère : 10 heures de discussions pour 315 francs par mois ! Les AG rejettent massivement les propositions ministérielles – Assemblée Nationale des délégués des AG des départements et directions des Finances. Mais à compter de cette date la grève décroît progressivement en importance à la DGI.
- 26 octobre : manifestation de la gare de l'Est à République pour ceux qui luttent à l'appel de la CGT. L'après-midi manifestation des Finances vers l'Élysée
- Du 30 octobre au 3 novembre : Installation et tenue d'un piquet de grève permanent à Bercy à l'initiative de la CGT, les régions défilent.
- 7 novembre : Rassemblement à 10 heures des agents des Finances à Austerlitz puis manifestation Fonction Publique à partir de Denfert-Rochereau à l'appel de la CGT, FO, SNES, des fédérations des Finances CFDT, CGT, FO, CFTC et du Snui ; 80 000 salariés manifestent, dont une forte participation des agents des Finances de la Région parisienne.
- 9 novembre : réunion à la Direction Générale avec toutes les organisations syndicales sur les mesures de Bérégovoy concernant les conditions de reprise. Les AG de la DGI votent progressivement l'arrêt de la grève générale.
- 15 novembre : rassemblement à l'Assemblée Nationale au moment de la discussion sur le budget des services financiers. Seuls les députés communistes rencontrent les manifestants, par contre l'État envoie la police. S'ensuit une manifestation devant le siège du PS – rue Solférino – les CRS sont là. Manifestation à l'Élysée, 2 camarades sont arrêtés, dont le secrétaire national du Snadgi-CGT.

" Ce choix délibéré d'employer contre les manifestants la violence et la répression s'inscrit dans la logique du gouvernement et de M. Bérégovoy qui se sont toujours refusés à engager toute discussion sérieuse sur les revendications... »

Tract Snadgi-CGT du 16 novembre

SNADGI CGT

**Ripostons
à la violence**

Affrontements, matraquages, violence, telles semblaient être les consignes données aux forces de la police pour disperser coûte que coûte la manifestation du 15 Novembre devant l'Assemblée Nationale à laquelle participaient environ 4000 agents des Finances et à laquelle avait appelé l'ensemble des organisations syndicales du Ministère.

- 17 novembre : la grève générale est suspendue dans de nombreux départements, la mobilisation reste très grande. L'assemblée nationale des délégués d'AG est réunie et propose un appel à toutes les AG pour fixer des perspectives de luttes pour les semaines à venir.
- 19 novembre : à l'appel de la CGT et avec la participation de la CFDT, réunion à Paris d'une Assemblée Générale nationale des délégués d'AG qui réaffirment les revendications.

Ce document a été réalisé à partir de plusieurs sources :

* Le site internet <http://snadgi-cgt93.pagesperso-orange.fr>

* L'article [Retour sur la grève aux Finances de 1989](#), de Jean Marie Pernot et André Narritsens

* "Les 200 jours des finances" Supplément au Courrier du militant des Finances CGT de juin 1990